

X- RECONSTRUISSONS NOTRE SYSTEME EDUCATIF

Parents, élèves, enseignants, nous avons tous vu notre système éducatif se dégrader depuis une dizaine d'années. Le constat est amer :

- les classes sont surchargées, dans le primaire comme dans le secondaire, jusqu'à 100 élèves par classe parfois, et même plus ;
- le manque d'instituteurs et de professeurs ; dans le primaire public, le déficit d'enseignants est estimé à 12 000, alors qu'apparemment près de 6 000 instituteurs n'enseignent pas ;
- depuis 8 ans, plusieurs milliers d'enseignants ont été recrutés en dehors de toute procédure de concours. Ils ont été formés trop vite, souvent en moins d'un an : la qualité des enseignements dispensés s'en est ressentie ;
- Les programmes d'enseignement et la méthode pédagogique sont inadaptés ;
- l'emploi des fascicules a été systématisé au détriment des cours ;
- la " vente " des diplômes s'est répandue : certains diplômes n'ont plus de valeur ; certains jeunes arrivent à l'université sans avoir le niveau requis ;
- l'insuffisance du contrôle et de l'évaluation des établissements publics et privés ;
- Depuis 1993, très peu de collèges d'enseignement secondaire ont été construits : on en est réduit à généraliser le système de la double vacation et à alléger les horaires.

Face à tous ces dysfonctionnements, il est grand temps d'agir. Voici les principes de base de notre politique :

- **l'égalité des chances** : tout jeune Ivoirien doit pouvoir accéder à notre système éducatif et en gravir tous les échelons ;

- l'école gratuite et obligatoire pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 15 ans ;
- la gratuité des manuels scolaires dans l'enseignement primaire pour tous les enfants dont les parents ne disposent que d'un revenu modeste.

Nous allons nous donner **5 ans pour atteindre l'objectif de 100% des enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire**, ce qui nous permettra de viser dans les 10 ans l'objectif de scolariser dans le premier cycle du secondaire, 100% des enfants.

Enseignement primaire et secondaire publics

Pour atteindre l'objectif très ambitieux de scolariser le maximum d'enfants dans de bonnes conditions d'accueil, il va nous falloir :

- réduire au strict minimum les effectifs administratifs, affecter tous les enseignants disponibles et leur demander de respecter les temps de travail réglementaires ;
- former et recruter 60 000 instituteurs, soit 12 000 instituteurs par an ;
- en cas de besoins, nous ferons appel temporairement aux meilleurs enseignants retraités qui souhaiteraient se mobiliser pour cette cause.

En matière de formation, de recrutement et de gestion des ressources humaines, nous allons revenir très rapidement à des pratiques saines :

- le recrutement par concours ouverts à des candidats répondant aux critères exigés et selon des procédures évitant tout favoritisme ;
- la formation à la pédagogie avec le renforcement conséquent de nos établissements de formation des enseignants (CAFOP, ENS, IPNETP, INJS, INFAAC...) et sans doute la création de nouveaux établissements ;
- le renforcement des contrôles pour nous assurer que les programmes et les horaires sont bien respectés ; les enseignants feront l'objet d'évaluations régulières et les avancements se feront au mérite ;
- le soutien scolaire faisant partie du service public, sera organisé par l'État.

L'une de nos priorités sera d'**améliorer la qualité de l'éducation civique** : nous organiserons des formations spécifiques pour les enseignants qui en auront la charge.

Nous mettrons en place un système de lutte **contre les faux diplômes** : le respect de l'anonymat des copies dans les examens et concours sera strictement contrôlé, les listes des diplômés seront publiées sur internet, les fraudes seront sévèrement sanctionnées et des poursuites judiciaires seront engagées à l'encontre des corrupteurs et des corrompus.

Nous renforcerons **le système d'évaluation des niveaux des élèves** dans les différents cycles de l'enseignement : il nous permettra de mesurer si nos objectifs qualitatifs sont atteints et de décider des corrections nécessaires à notre système éducatif.

L'examen d'entrée en 6^{ème} ne fonctionnera plus jamais comme un concours : **tous les enfants ayant le niveau requis seront admis en 6^{ème}**. À l'État d'assurer leur accueil, au lieu de refuser des élèves faute de moyens, sans le dire clairement.

Il nous faudra des salles de classes, beaucoup de salles de classe :

- le système de la double vacation sera provisoirement maintenu dans certains cas bien maîtrisés : il s'agira de partager des salles de classe mais pas des enseignants ;
- la construction de nouvelles salles de classe selon les besoins sera réalisée avec l'appui des bailleurs de fonds et avec une petite contribution des populations ;
- la nouvelle carte scolaire corrigera les disparités territoriales ;
- nous veillerons à ce que les établissements scolaires soient aussi proches que possible des populations : les écoles primaires à moins de 5 km, les collèges à moins de 50 km ;
- la rénovation progressive des établissements qui le nécessitent ;
- l'équipement de tous les établissements en matériels informatiques performants : l'usage de base de l'ordinateur, l'emploi de la messagerie électronique et la navigation sur Internet seront enseignés dès l'école primaire, l'usage du traitement de texte et du tableur sera enseigné au collège.

Nous doterons les établissements des budgets nécessaires à leur fonctionnement et veillerons à la bonne utilisation de ces ressources ; nous jugerons les chefs d'établissement sur le respect des objectifs fixés ensemble.

Nous demanderons à des instituteurs volontaires, contre une rémunération complémentaire, de se mettre à la disposition des populations pour animer des " cybercentres ".

Les heures supplémentaires seront payées, les avancements au mérite et les profils de carrière seront gérés ensemble.

Trois mesures complémentaires dans le primaire et le secondaire :

- **le développement de l'enseignement préscolaire**, qui ne concerne aujourd'hui qu'à peine 2 ou 3% de nos enfants ;
- **des programmes spécifiques de soutien scolaire pour les enfants qui ont souffert des effets de la crise** dans leurs cursus scolaire ;
- les collectivités décentralisées auront un rôle important à jouer dans la reconstruction de notre système éducatif ; nous leur demanderons d'observer sur le terrain la réalité du fonctionnement du système, elles nous aideront ainsi à détecter les problèmes et à trouver les solutions adéquates.

Enseignement secondaire technique et formation professionnelle

Informatique, télécommunications, industrie agroalimentaire, biotechnologies, production de biocarburants, pétrole, assurances, immobilier, transports, etc..., tous ces métiers se sont développés dans notre pays et vont se développer encore plus rapidement. Il nous faut donc accroître nos capacités d'accueil dans les établissements publics professionnels de manière à assurer l'adéquation emploi-formation.

Enseignement supérieur

Aujourd'hui, à peine 50% des diplômés de notre système public d'enseignement supérieur trouvent **des emplois qui, dans la plupart des cas, ne correspondent pas aux formations dispensées et aux qualifications acquises.** Parallèlement, les employeurs se plaignent souvent de ne pas

trouver sur le marché les cadres et les techniciens bien formés dont ils ont besoin.

La qualité des enseignements se dégrade régulièrement.

Enfin, on a laissé s'installer la politique dans beaucoup d'établissements, elle distrait du travail et elle conduit, dans certains cas, à la violence : on a admis l'inadmissible.

La généralisation du système Licence - Master - Doctorat (LMD) permettra notamment de donner aux employeurs une meilleure visibilité quant aux niveaux des diplômes délivrés ; elle nécessitera une réforme des programmes dans certaines filières.

Nous relèverons le niveau des enseignements : nous donnerons aux enseignants qui en ont besoin les formations complémentaires à la pédagogie et nous soutiendrons la formation continue des enseignants.

Nous engagerons la rénovation des établissements et leur rééquipement correct en matériels pédagogiques et didactiques, en laboratoires, en bibliothèques.

Nous nommerons des responsables d'établissements **réputés pour leurs compétences en matière de gestion.**

Nous les jugerons sur leurs résultats pédagogiques et financiers.

Nous recruterons de nouveaux enseignants par concours pour atteindre un taux d'encadrement aussi proche que possible de celui d'un enseignant pour 25 à 30 étudiants.

Nous procéderons à l'extension de certains établissements et en construirons de nouveaux : la règle sera la déconcentration, pour éviter que plus de 80% des étudiants soient à Abidjan. Les établissements actuels de Daloa et de Korhogo deviendront des Universités à part entière et nous en créerons progressivement dans toutes les autres grandes capitales régionales du pays.

Nous développerons des laboratoires de recherche en partenariat avec les opérateurs économiques privés.

Nous accorderons une importance particulière à la diffusion des Technologies de l'Information et de la Communication. Des bibliothèques et centres de documentation électroniques accessibles par internet remplaceront avantageusement leurs aînés " papier ".

La question des frais d'inscription et des bourses

Aider les familles disposant de faibles revenus et récompenser le mérite seront nos deux priorités mais nous devons faire preuve d'une bien plus grande rigueur dans la gestion :

- les frais d'inscription seront gratuits pour tous les étudiants qui n'auront pas redoublé : ce sera notre façon de récompenser ceux qui font des efforts mais qui sortent aussi plus vite du système que les autres et coûtent donc moins cher à la collectivité ;
- des quotas de bourses seront réservés aux jeunes filles ainsi que des places dans les cités universitaires ; elles ne représentent aujourd'hui que 30% des effectifs des étudiants et nous devons agir pour réduire ce déséquilibre.

Nous impliquerons le secteur privé dans la construction et l'exploitation de cités universitaires accueillantes et bien équipées ; nous veillerons à ce que les tarifs pratiqués restent supportables par les étudiants.

Il va nous falloir rénover nos Grandes Écoles, les rééquiper, renforcer les partenariats avec le secteur privé et les grandes écoles étrangères, adapter les contenus de certains enseignements, diversifier les sources de recrutement des enseignants.

Quel sera le rôle de l'enseignement privé ?

L'enseignement privé s'est assez fortement développé au cours des 10 dernières années mais ce développement, indispensable dans son principe, n'a pas vraiment été contrôlé par l'État de façon convenable.

Qu'en est-il résulté ? Une réalité très variée de l'enseignement privé, avec des établissements de grande qualité mais aussi des " écoles-boutiques " où les objectifs lucratifs l'ont emporté sur les objectifs pédagogiques.

Quelle sera notre politique ? Elle sera inspirée encore une fois par les mêmes principes :

- favoriser et appuyer toutes les initiatives privées dont les objectifs pédagogiques seront " en phase " avec ceux de notre politique générale d'éducation et de formation professionnelle ;
- veiller à ce que la qualité des enseignements corresponde aux attentes légitimes des parents d'élèves et des étudiants ; dans les cas extrêmes, conditionner le renouvellement des agréments par la mise en œuvre de mesures précises allant dans ce sens ;
- veiller enfin à la meilleure complémentarité et à la meilleure synergie possibles entre les 2 systèmes d'enseignement, public et privé ;
- payer à temps les subventions de l'État et veiller à ce que les salaires des enseignants soient payés régulièrement.

L'Éducation est essentielle à la justice sociale, c'est ce qui permet à tous les parents de mieux " réussir à travers leurs enfants " et c'est l'intérêt de la Nation d'utiliser tous les talents et toutes les énergies.

À chaque jeune Ivoirien en âge de me comprendre, je dis solennellement : "**Ose l'effort, ose le travail, bats-toi pour réussir. Nous te repèrerons là où tu es et nous t'aiderons. Compte sur nous !**"

Nous consacrerons **810 milliards de FCFA** à la modernisation de notre système éducatif.

